



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Service de coordination des politiques interministérielles
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ

**portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables
Installations classées pour la protection de l'environnement
EARL DES MOUTONS BLANCS - Commune de CHIRMONT**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous les rubriques numéros 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 octobre 2008 autorisant l'EARL DES MOUTONS BLANCS à exploiter un élevage avicole de 70 380 animaux équivalents (AE) – 48 000 places de poulets de chair – sur la commune de Chirmont ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 26 avril 2019, relatif au contrôle effectué le 24 avril 2019 des installations situées parcelles cadastrées section ZC n°12 et 18 à Chirmont, exploitées par l'EARL DES MOUTONS BLANCS, transmis à l'exploitant par courrier du 26 avril 2019 et conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse concernant la transmission du rapport d'inspection susvisé ;

Vu le courrier de relance adressé à l'exploitant le 19 mai 2020 ;

Vu la réponse de l'exploitant du 1^{er} juillet 2020, réceptionnée le 3 juillet 2020 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 15 avril 2025, relatif au contrôle effectué le 8 avril 2025 des installations situées parcelles cadastrées section ZC n°12 et 18 à Chirmont, exploitées par l'EARL DES MOUTONS BLANCS, transmis à l'exploitant par courrier du 15 avril 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et accompagné d'un projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours et réceptionné par l'exploitant le 24 avril 2025 ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

Considérant ce qui suit :

1. A la date de l'inspection précitée, l'établissement situé sur la commune de Chirmont, parcelles cadastrées section ZC n°12 et 18 et exploité par l'EARL DES MOUTONS BLANCS, est classé sous le régime de l'autorisation pour son élevage de poulets de chair dont l'effectif est supérieur à 40 000 emplacements de volailles, rubrique 3660-a) de la nomenclature des installations classées ;

2. L'inspection des installations classées, a constaté lors de sa visite précitée au sein du site d'élevage de l'EARL DES MOUTONS BLANCS :

- la mise en place d'un effectif de volailles excédentaire à l'autorisation initialement délivrée (48 000 volailles), à savoir 49 000 volailles les 2 janvier 2024, 2 juillet 2024 et 4 mars 2025, 50 000 volailles les 27 février 2024 et 27 août 2024, 51 000 volailles le 23 avril 2024 ;
- la modification du parcellaire d'épandage des effluents d'élevage sans autorisation préalable ;
- l'absence d'enregistrement des épandages d'effluents d'élevage dans un cahier d'enregistrement des pratiques (CEP) et notamment l'absence d'enregistrement des dates, modalités d'épandages et doses effectivement épandues, ne permettant pas de s'assurer du respect des périodes d'interdiction d'épandage et de l'équilibre de la fertilisation azotée des cultures ;
- l'absence d'enregistrement de la localisation des dépôts de fumier de volailles ;
- la présence d'un dépôt de fumier de volailles sur une parcelle exploitée par la SCEA SOMANDIE et en dehors du parcellaire d'épandage autorisé ;
- l'absence de couverture d'un dépôt de fumier de volailles stocké au champ, lequel ne présente pas une forme conique ;
- la présence d'une fuite d'eau sur deux lignes d'abreuvement des volailles (1/poulailler) ;

- l'absence d'enregistrement périodique de la consommation en eau globale du site (absence de suivi de la consommation liée à la brumisation et au lavage) ;
- le maintien de faits non-conformes faisant suite à l'inspection réalisée le 24 avril 2019.

3. Ainsi, à la date de l'inspection précitée, l'EARL DES MOUTONS BLANCS à Chirmont ne dispose d'aucune autorisation pour l'exploitation d'un élevage avicole d'une capacité de 51 000 emplacements de volailles ;

4. Ainsi, à la date de l'inspection précitée, l'EARL DES MOUTONS BLANCS à Chirmont ne respecte pas les prescriptions de l'article 42 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé, les prescriptions du point II-2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 susvisé et les articles 1.1, 19, 20.1 et 28.1 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2008 susvisé ;

5. Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

7. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-7 et 8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'EARL DES MOUTONS BLANCS de régulariser sa situation administrative par le dépôt d'un dossier complet et régulier de modification de son installation classée correspondant à l'effectif exploité et la mise à jour du plan d'épandage, et de respecter les prescriptions générales des arrêtés ministériels du 19 décembre 2011 et 27 décembre 2013 susvisés, ainsi que les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2008 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

L'EARL DES MOUTONS BLANCS, dont le siège social est situé au 1 rue des Moutons Blancs à Chirmont, ci-après nommée l'exploitant, est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté pour ses installations d'élevage avicole situées à Chirmont.

ARTICLE 2. – MISE EN CONFORMITÉ

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions des arrêtés ministériels du 19 décembre 2011 et 27 décembre 2013 susvisés et de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2008 susvisé, notamment de :

- réparer les fuites d'eau présentes dans les deux bâtiments d'élevage ;
- tenir un registre mensuel global de la consommation en eau, incluant les consommations relatives à l'abreuvement, la brumisation et le lavage des bâtiments ;
- enregistrer les épandages d'effluents organiques dans un cahier d'enregistrement des pratiques (CEP), au même titre que les engrais chimiques azotés, afin de prendre en compte ces apports azotés pour l'équilibre de la fertilisation azotée des cultures ;
- enregistrer la date et la localisation des dépôts de fumier au champ dans le CEP ;
- couvrir les dépôts de fumier de volailles au champ, lesquels doivent présenter une forme conique et sans excéder 3 mètres de hauteur.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, à l'issue du délai précité, les justificatifs de remise en conformité prévus au présent article.

ARTICLE 3. - RÉGULARISATION DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de régulariser sa situation administrative (effectif et plan d'épandage) :

- soit en déposant auprès de la préfecture de la Somme un dossier de modification complet et recevable conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement ;
- soit en conformant ses installations à l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2008 susvisé.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des 2 options ci-dessus il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la remise en conformité de ses installations à l'arrêté préfectoral d'exploitation du site, la remise en conformité est réalisée sous 3 mois ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de modification, ce dernier doit être déposé dans un délai de 3 mois et porter sur la modification des conditions d'exploitation de l'élevage (effectif, gestion des effluents) ainsi que le plan d'épandage à jour comprenant l'ensemble des éléments mentionnés dans l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé, et la décision de non soumission à étude d'impact relative à l'examen au cas par cas conformément aux dispositions des articles R122-1 et suivants du code de l'environnement pour les modifications d'installations classées soumises à autorisation.

Conformément à la réglementation en vigueur, le dossier de régularisation sera déposé par voie postale auprès de la préfecture de la Somme (51 rue de la république 80000 Amiens).

En cas de décision de soumission à étude d'impact, la régularisation administrative devra obligatoirement être effectuée au travers d'un dossier complet et régulier de demande d'autorisation environnementale (DDAENV) et le délai accordé pour le dépôt du dossier sera porté à 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4. - SANCTION

Dans le cas où les obligations prévues aux articles précédents ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre de l'exploitant des dispositions prévues aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 – PUBLICITÉ

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Somme pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 6 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

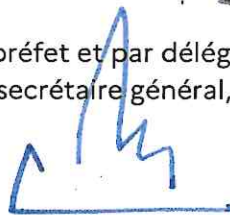
Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée devant le tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier, 80000 Amiens), dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Montdidier, la directrice départementale de la protection des populations de la Somme et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'EARL DES MOUTONS BLANCS.

Amiens, le 2 JUIN 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Emmanuel MOULARD